

DIALOGUE SOCIAL... DE SOURDS

Rappel des épisodes précédents: la direction a convoqué le Comité Technique "Suppression d'emplois" le 19 décembre dernier en ajoutant à l'ordre du jour trois points annexes (titularisation des berkanis, ponts naturels et horaires d'ouverture de la trésorerie de Cavaillon). But de la manoeuvre: forcer la main aux organisations syndicales qui depuis plusieurs années, boycottent ou envahissent cette instance. La CGT a pourtant, lors d'une audience en direction, proposé expressément qu'un CTL consacré aux trois points ajoutés soit convoqué en décembre et que le CTL "suppressions d'emplois" ait lieu en janvier. Car nous avons des choses à dire sur ces sujets, en particulier sur le dossier des titularisations. Lors de la première convocation, solidaires et la CGT n'ont pas siégé, choisissant de suspendre aux grilles de la cité administrative d'Avignon, des mannequins symbolisant les emplois supprimés depuis cinq ans. Le CTL s'est finalement tenu le 7 janvier en présence des seuls représentants de Force Ouvrière. Sur les emplois, cela ne change pas grand chose, FO a refusé d'aborder ce point, mais l'absence d'unité syndicale, sur un sujet aussi important, est regrettable.

Les autres points à l'ordre du jour ont donc été discutés et votés par une organisation qui représente moins d'un agent sur cinq dans ce département. FO peut se targuer d'avoir co-géré le choix des ponts naturels avec la direction puisque elle était également à l'origine du "sondage" diffusé en décembre. Si vous avez des récriminations sur le sujet, vous saurez à qui les adresser!

Le dossier de la titularisation des personnels contractuels est beaucoup moins anecdotique. La CGT, qui suit ce dossier depuis le départ et qui a contribué, au niveau national, à l'intégration des personnels "berkanis" dans le dispositif, a de nombreuses questions à poser et des exigences à faire valoir, y compris pour les collègues qui restent sous contrat. Nous porterons donc rapidement les revendications légitimes de ces personnels par d'autres moyens.

Le dialogue social est un thème à la mode, tant au niveau gouvernemental qu'à la DGFiP. Mais pour dialoguer, il faut respecter ses interlocuteurs et accepter de définir ensemble les sujets abordés et le cadre de la discussion. Depuis l'arrivée de Gilles Gauthier à la tête du département, vos représentants (rappel: taux de participation aux dernières élections professionnelles: 87%) sont pris, au mieux pour des comparses, au pire pour des guignols!



Pour la CGT, notre rôle d'élus n'est pas d'accompagner les plans de l'administration. Notre mandat est de défendre pied à pied nos missions ainsi que les garanties et revendications des personnels.

L'agenda social, c'est à nous de l'imposer. A l'heure où la tension monte dans de très nombreux postes et services, créons ensemble, dans l'unité la plus large, la mobilisation qui permettra d'inverser la tendance et de retrouver un véritable service public et fiscal avec des agents travaillant dans des conditions correctes.

Nous vous donnons rendez-vous lors de prochaines tournées de services pour en débattre.